



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**SPECIAL N ° 27 - FEVRIER 2013**

# SOMMAIRE

## **DDCS**

Arrêté N °2013056-0017 - Arrêté portant subdélégation de signature ..... 1

## **DDSP du Gard**

Arrêté N °2013051-0006 - Subdélégation de signature du DDSP du Gard à M.  
JANAS

Yannick- DDA, mme SANCHEZ- KITIC Myriam - Chef SGO et Mme  
FERNADEZ Anne - ..... 4  
Adjointe Chef SGO





*Liberté • Égalité • Fraternité*  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU GARD

Nîmes, le

**Direction départementale  
de la cohésion sociale**

Secrétariat général

ARRETE n°

portant subdélégation de signature,

au titre du décret du 29 décembre 1962

portant règlement général sur la comptabilité publique  
pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'Etat  
en qualité de responsable d'unité opérationnelle  
des budgets opérationnels de programme (BOP)

n°104 « Intégration et Accès à la Nationalité »,

n°106 « Actions en faveur des Familles Vulnérables »,

n°135 « Développement et Amélioration de l'offre de logement »,

n°163 « Jeunesse et Vie associative »,

n°177 « Prévention de l'Exclusion et Insertion des Personnes Vulnérables »,

n°183 « Protection maladie pour le paiement de dépenses d'aide médicale Etat »,

n°303 « Immigration et Asile »,

n°304 « Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales »,

n°333 (action 1) « moyens mutualisés des administrations déconcentrées ».

Le Préfet du Gard

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92.604 du juillet 1992 modifié portant charte de déconcentration ;

**Vu** le décret n° 99-89 du 8 février 1999 pris en application de l'article 3 du décret n° 98-81 du 11 février 1998 modifiant la loi n° 68.1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et leurs établissements publics et relatif aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;

**Vu** le code des marchés publics ;

**Vu** le décret n° 20106-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**Vu** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 21 décembre 1982 modifié, portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

**Vu** le décret du 31 mai 2012 nommant M. Hugues BOUSIGES, Préfet du Gard ;

**Vu** l'arrêté du premier ministre du ministre du 14 novembre 2011 nommant Mme **Isabelle KNOWLES** directrice départementale de la cohésion sociale du Gard;

**Vu** l'arrêté du premier ministre du 17 décembre 2012 nommant **M. Xavier HANCQUART**, directeur adjoint de la direction départementale de la cohésion sociale du Gard.

**Vu** l'arrêté du Préfet du Gard n° 2013 — HB 2 — 7 du 14 février 2013 donnant délégation de signature au titre du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique à **Mme Isabelle KNOWLES** Directrice Départementale de la Cohésion Sociale pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'Etat en qualité de responsable d'unité opérationnelle (U0).

**Sur** proposition de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale du Gard,

## ARRETE

**Article 1 :** L'arrêté de subdélégation n° 2013010 - 0007 du 10 janvier 2013 est abrogé.

**Article 2:** En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Isabelle KNOWLES** Directrice Départementale de la Cohésion Sociale, la subdélégation de signature est donnée à **M. Xavier HANCQUART**, directeur adjoint de la direction départementale de la cohésion sociale,

**Article 3:** En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Xavier HANCQUART**, subdélégation de signature est donnée à **Mme Isabelle ANDREUCCETTI-PASTOR**, secrétaire générale de la direction départementale de la cohésion sociale,

**Article 4 :** La signature du subdélégué et sa qualité devront être précédées de la mention suivante : « pour le Préfet et par délégation ».

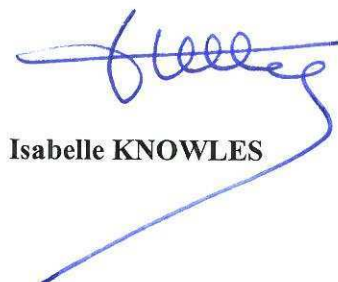
**Article 5 :** **Monsieur Ronan KERSEBET**, Secrétaire Administratif de Classe Exceptionnelle, reçoit délégation pour :

- Valider, dans l'application informatique financière de l'Etat **Chorus-Formulaires**, les transactions liées à l'exécution des dossiers rattachés aux unités opérationnelles (UO) et centres prescripteurs dans la limite de l'arrêté préfectoral susvisé ;
- Procéder aux opérations budgétaires dans l'application informatique financière de l'Etat **Chorus**, cette habilitation recouvrant les actes de mise à disposition et de reprise des crédits sur les UO dans la limite de l'arrêté préfectoral susvisé.

**Article 5 :** La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale du Gard, la Directrice Régionale des Finances Publiques, sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

Fait à Nîmes le 25 février 2013

**P/Le préfet et par délégation  
La directrice départementale  
de la cohésion sociale**



**Isabelle KNOWLES**



**Direction Départementale  
de la Sécurité Publique du Gard**

Service de gestion opérationnelle

Affaire suivie par : Myriam SANCHEZ-KITIC

☎ 04 66 27 30 81

[myriam.sanchez-kitic@interieur.gouv](mailto:myriam.sanchez-kitic@interieur.gouv)

N° 6936,

Nîmes, le 20 février 2013

## **A R R E T E n°**

**donnant subdélégation de signature  
à M. JANAS Yannick  
Directeur Départemental Adjoint de la Sécurité Publique,  
à Mme SANCHEZ-KITIC Myriam  
Chef du Service de Gestion Opérationnelle  
à Mme FERNANDEZ Anne  
Adjointe au Chef du Service de Gestion Opérationnelle**

### **Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Gard,**

**Vu** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances, notamment ses articles 7, 51 et 54 ;

**Vu** le Code des Marchés publics ;

**Vu** le Code de la Sécurité Intérieure ;

**Vu** la loi du 9 juillet 1966 portant organisation de la police nationale ;

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

**Vu** le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

**Vu** l'arrêté du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

**Vu** le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

**Vu** le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**Vu** le décret n° 99-89 du 8 février 1999 pris en application de l'article 3 du décret n° 98-81 du 11 février 1998 modifiant la loi n° 68.1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des

créances sur l'État, les départements, les communes et leurs établissements publics et relatif aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;

**Vu** le décret n° 2004-1085 du 14 avril 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des Préfets de région et à la délégation de signature des Préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**Vu** le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux Préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2008-633 du 27 juin 2008 relatif à l'organisation déconcentrée de la direction centrale de la Sécurité Publique ;

**Vu** le décret du 31 mai 2012 nommant **M. Hugues BOUSIGES** Préfet du Gard ;

**Vu** le protocole de gestion conclu le 8 janvier 2010 entre le Préfet de la Zone de Défense Sud et le Préfet délégué pour la Sécurité et la Défense (SGAP) définissant les modalités de mise en œuvre d'une mutualisation de la gestion des crédits au niveau zonal à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 et pour une durée d'un an ;

**Vu** la convention de gestion fixant les obligations réciproques entre le délégant et le délégataire ;

**Vu** la circulaire du Préfet de la zone de défense Sud et de sécurité Sud du 12 mai 2010 relative à la modification du seuil des marchés publics ;

**Vu** l'arrêté du Ministre de l'Intérieur du 29 juin 2012 nommant **M. Gil ANDREAU**, Commissaire Divisionnaire, Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Gard et Commissaire Central à Nîmes, à compter du 2 juillet 2012 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012-HB 2-73 du 13 juillet 2012 donnant délégation de signature à **M. Gil ANDREAU**, directeur départemental de la sécurité publique du Gard, pour l'engagement des dépenses du budget de l'Etat au titre du budget opérationnel de programme (B.O.P.) zonal 7 « Police nationale » :

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012-HB 2-73 du 13 juillet 2012 donnant délégation de signature à **M. Gil ANDREAU**, directeur départemental de la sécurité publique du Gard, pour prendre et signer les décisions prononçant les sanctions de l'avertissement et du blâme à l'encontre des fonctionnaires de la Police Nationale appartenant au corps d'encadrement et d'application, aux personnels administratifs, techniques et scientifiques de catégorie C, placés sous son autorité, ainsi que prononcer les sanctions



de l'avertissement et du blâme infligées, sans saisine de la commission consultative paritaire, aux adjoints de sécurité affectés à cet établissement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Gard,

### **Arrête :**

**Article 1 :** Subdélégation de signature est donnée à M. **Yannick JANAS**, Directeur Départemental Adjoint de la Sécurité Publique du Gard et Commissaire Central Adjoint de Nîmes, pour prendre et signer les décisions :

- prononçant les sanctions de l'avertissement et du blâme à l'encontre des fonctionnaires de la Police Nationale appartenant au corps d'encadrement et d'application, aux personnels administratifs, techniques et scientifiques de catégorie C, placés sous son autorité,
- prononçant les sanctions de l'avertissement et du blâme infligées, sans saisine de la commission consultative paritaire, aux adjoints de sécurité affectés à cet établissement

**Article 2 :** Subdélégation de signature est donnée à M. **Yannick JANAS**, Directeur Départemental Adjoint de la Sécurité Publique du Gard, pour l'engagement, l'ordre à payer au comptable et la liquidation des dépenses du budget de l'Etat au titre du budget opérationnel de programme (BOP) zonal 7 « Police nationale », relatives à l'activité de l'unité opérationnelle de la Direction Départementale de la Sécurité Publique du Gard, dans la limite de 20 000 €. HT.

**Article 3 :** Subdélégation de signature est donnée à Madame **Myriam SANCHEZ-KITIC**, Chef du Service de Gestion Opérationnelle de la Direction Départementale de la Sécurité Publique du Gard et à Madame Anne **FERNANDEZ**, Adjointe au Chef du Service de Gestion Opérationnelle de la Direction Départementale de la Sécurité Publique du Gard, pour l'engagement, l'ordre à payer au comptable et la liquidation des dépenses du budget de l'Etat au titre du budget opérationnel de programme (BOP) zonal 7 « Police nationale », relatives à l'activité de l'unité opérationnelle de la Direction Départementale de la Sécurité Publique du Gard, dans la limite de 20 000 €. HT.

**Article 4 :** Sont exclues de la présente délégation, toutes correspondances destinées aux administrations centrales, aux parlementaires et au président du Conseil Général du Gard lorsqu'elles n'ont pas le caractère de correspondances relatives à la gestion courante ou au fonctionnement du service.

**Article 5 :** ; La signature du subdélégué et sa qualité devront être précédées de la mention suivante : « pour le DDSP et par délégation ».

**Article 6 :** Toutes dispositions relatives aux subdélégations de signature antérieures sont abrogées.

**Article 7 :** Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Pour le préfet et par délégation  
Le Directeur Départemental  
de la Sécurité Publique du Gard**



